

Le 20 décembre 2024, l'Arcep a lancé une consultation publique visant à interroger le marché pour l'attribution temporaire de fréquences pour le rétablissement et le renforcement capacitaire des réseaux mobiles ouverts au public à Mayotte. Cette consultation s'inscrit dans un contexte faisant suite au passage du cyclone *Chido* en décembre 2024 à Mayotte ayant causé des dégâts importants aux infrastructures et aux réseaux fixes et mobiles.

Le Conseil Départemental de Mayotte soutient cette initiative et souhaiterait apporter dans le cadre de cette consultation publique les observations suivantes :

D'abord, nous accueillons favorablement cette démarche du fait qu'elle a vocation à apporter de la capacité supplémentaire et ainsi pallier les risques de saturation des réseaux mobiles durant la période de rétablissement des infrastructures. A ce titre, cette attribution de fréquence est une opportunité, -dans un contexte où le réseau fixe de télécommunication a été largement détruit- de s'appuyer sur une solution 4G/5G pour apporter des services sur l'ensemble du territoire, notamment la 4G fixe pour un service de connectivité rapide dans les zones très impactées.

Ensuite, avec les conséquences majeures liées au cyclone Chido, le territoire fait face à des enjeux importants en matière de résilience. De ce fait, il est crucial que l'Arcep prévoit des dispositions spécifiques auprès des opérateurs visant à assurer un niveau de résilience des infrastructures important (enfouissement des câbles en fibre optique, fibrage des pylônes de téléphonie mobile etc.), ainsi qu'en matière de partage de réseau (Ran-Sharing) afin de bénéficier d'infrastructures plus cohérentes, résilientes et moins onéreuses pouvant ainsi avoir un impact positif en matière d'environnement et d'aménagement numérique du territoire dans le sens de l'article L34-8-1-2 du CPCE: L'Arcep « peut imposer aux opérateurs des obligations relatives au partage d'infrastructures passives et d'installations actives dès lors que cela est directement nécessaire à la fourniture locale de services via les réseaux radioélectriques et qu'aucun moyen alternatif viable et comparable d'accès aux utilisateurs finals n'est disponible à des conditions équitables et raisonnables pour les opérateurs ».

Aussi, les décisions qui pourraient être prises par l'Arcep ne doivent pas bloquer des projets de déploiement mutualisé, à l'image du projet Tintamarre à Saint-Martin.

Enfin, en matière d'innovation et notamment de déploiement de la 5G, le département de Mayotte s'inscrit dans les recommandations émises par le Premier Ministre pour un déploiement rapide et sur tout le territoire de la collectivité. Le Département sera vigilant vis-à-vis de ce dernier point.